



## **16e Conférence de la Coalition trinationale en défense de l'éducation publique**

*Syndicat hôte: Alliance des enseignants et du personnel de soutien de San Antonio*

### **Déclaration, accords et résolutions**

Du 8 au 10 novembre 2024, 113 représentants de syndicats de l'éducation, de groupes d'étudiant(e)s et d'alliances sociales, ainsi que des universitaires d'établissements postsecondaires, appartenant à 31 organisations de 14 États ou provinces du Mexique, des États-Unis et du Canada, se sont réunis à San Antonio, au Texas, pour analyser la situation des secteurs de l'éducation dans nos trois pays, partager des expériences de lutte et convenir d'actions pour défendre et enseigner nos droits.

Nos débats se sont déroulés dans le contexte économique et politique mondial critique actuel, marqué par des problèmes de croissance économique et une inégalité extrême dans la répartition des richesses générées par les travailleuses et travailleurs de nos pays. À cela s'ajoute la montée de la nouvelle droite et l'émergence de différentes expressions de l'extrême droite dans les conflits pour le pouvoir dans nos pays. Ces groupes, qu'ils soient au gouvernement ou non, cherchent à gagner du terrain et à imposer leurs stratégies de contrôle dans tous les domaines. La nouvelle droite a un intérêt particulier pour l'éducation, en tant qu'instrument de formation des valeurs et de la conscience sociale.

Nous sommes arrivés à San Antonio, au Texas, seulement trois jours après la victoire de Donald Trump aux élections présidentielles américaines, à l'issue d'une campagne fondée sur la xénophobie, le racisme, la haine des populations migrantes et la diversité des genres. De plus, rappelons-nous le contexte de menaces d'expulsions massives ainsi que de soutien continu à la guerre de l'État d'Israël contre le peuple palestinien, un génocide qui dure maintenant depuis plus d'un an.

### **Trois préoccupations centrales ont émergé de nos analyses et délibérations :**

1. Comment renforcer la résistance et développer des stratégies qui répondent à la crise économique et environnementale profonde et à la menace d'une guerre mondiale, au milieu d'une campagne permanente contre l'éducation publique, les personnels en éducation et leurs syndicats ?



2. Comment les personnels en éducation peuvent-ils assumer la responsabilité collective de créer des environnements d'apprentissage inclusifs et justes qui favorisent des pratiques équitables et culturellement sensibles, tout en renforçant la solidarité et donnant ainsi aux élèves les moyens de lutter pour leurs droits et la démocratisation de leurs sociétés ?

3. Quelles mesures devraient être prises à court et moyen terme pour renforcer, élargir et approfondir les liens avec les communautés et les organisations de solidarité sociale autour de la défense des systèmes d'éducation publique à travers le monde ?

Les accords présentés ici résultent de l'approfondissement de nos analyses, de la richesse des propositions et de l'engagement des organisations participantes à construire une solidarité durable, influente et qui s'exprime de multiples façons<sup>1</sup>.

Cette solidarité remet en question les politiques de privatisation et de dépossession des droits promues par les grands groupes financiers. Elle se concrétise par le partage d'agendas communs de lutte, la mise en œuvre de campagnes promouvant un enseignement critique et engageant, ainsi que le renforcement d'une éducation publique qui apprend aux enfants et aux jeunes à penser de manière critique, tout en générant des liens permettant une action locale, régionale et nationale dans une perspective internationaliste.

## **Conclusions et accords**

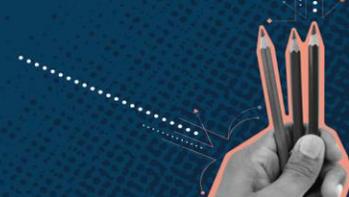
Malgré les différences structurelles, culturelles et historiques entre nos pays, qui influencent les systèmes éducatifs et les politiques gouvernementales, nous identifions des points communs :

- Deux mesures de politiques néolibérales persistent : des restrictions budgétaires combinées à des subventions publiques aux écoles privées ou au secteur privé. Les écoles à charte et les bons d'études en sont des exemples.

---

<sup>1</sup> Tous les documents de la conférence, y compris les rapports, des 6 ateliers et de la plénière finale sont à la disposition des participants et de ceux qui souhaitent les utiliser, sur la page :

<https://coaliciontrinacional.org/mx/index.php>



- Cela se traduit par une dégradation croissante des conditions de travail, des processus d'enseignement-apprentissage, des bas salaires, et une intensification des charges de travail. Notons, par exemple, la forte progression du recrutement du personnel temporaire sans sécurité ni avantages sociaux, maintenant les travailleuses et les travailleurs dans la crainte de perte d'emploi justifiée par leur participation aux activités syndicales ou de contestation des mesures patronales. Cette stratégie sert également à diviser le personnel de l'éducation.
- L'éducation en ligne, présentée comme une innovation pédagogique, est une menace réelle dans les trois pays. Elle est de plus en plus utilisée par les gouvernements pour afficher une augmentation de l'accès à l'éducation, notamment au secondaire et postsecondaire. Cependant, elle appauvrit le processus éducatif.
- L'attaque contre la profession enseignante vise à réduire les enseignantes et les enseignants à de simples « instructeurs », à restreindre la liberté académique et à persécuter ceux qui défendent les droits des communautés, des migrants, des peuples autochtones, des personnes LGBTQI+ ou contre le génocide à Gaza et la guerre.
- Le harcèlement, représenté par le discours de haine et la dévalorisation de l'autre, et les discours de la liberté, justifiant l'ingérence de groupes de droite, se sont aggravés au cours des deux dernières années. Cette montée des tensions complique le travail du personnel de l'éducation, notamment en devant faire face à ces groupes radicaux qui cherchent à censurer les contenus d'éducation historique et culturelle et qui sapent une connaissance fondée sur la science.
- L'attaque constante contre nos organisations syndicales et sociales est une autre caractéristique commune. Au cours des deux dernières années, le refus de négocier de bonne foi nos conventions collectives et nos normes sur les conditions de travail s'est intensifié, ignorant les droits du travail que nous avons acquis.

Les syndicats et les organisations sociales de tout le personnel en éducation, des populations étudiantes, des chercheuses et des chercheurs, qui ont participé à la 16e Conférence de la coalition trinationale en défense de l'éducation publique, reconnaissent l'importance de l'action collective d'un point de vue internationaliste.

Nous sommes convaincus que l'éducation est un droit social et qu'un système solide d'éducation publique est essentiel pour répondre aux besoins sociaux, politiques et culturels, et pour préserver le patrimoine de nos populations respectives. Une éducation



publique forte repose sur une gestion démocratique, pluraliste et participative de nos établissements d'enseignement, ainsi que d'une société saine.<sup>2</sup>

**C'est pourquoi nous décidons de :**

1. Maintenir un programme commun de lutte, d'approfondir les coalitions syndicales, de renforcer les coalitions communautaires et d'accroître les échanges pour la population étudiante et le personnel en éducation.
2. Organiser des écoles trinacionales de formation politique.
3. Promouvoir un mouvement pédagogique trinationale comme moyen de diffuser les alternatives éducatives que nous avons développées en tant que mouvements démocratiques des personnels de l'éducation, illustrant d'autres façons de penser, de vivre et de faire preuve de solidarité.
4. Améliorer nos communications en exploitant tous les médias numériques à notre disposition, et réaliser un film sur les expériences de lutte et l'histoire de la Coalition trinationale.
5. Élaborer une série d'affiches pour les salles de classe sur les enjeux de la lutte contre le racisme, la solidarité communautaire et la justice environnementale.
6. Créer des groupes chargés d'identifier les actions mises en place dans nos écoles et syndicats pour lutter contre la destruction de l'environnement et militer pour la transition juste, notamment en proposant des lois sur cette question.
7. Soutenir les 32,2 millions de travailleuses et travailleurs immigrés aux États-Unis<sup>3</sup>, dont 3 millions sont syndiqués<sup>4</sup>, en appelant les syndicats de l'éducation et autres acteurs à se mobiliser en faveur de leur droit de rester dans leurs communautés.
8. Promouvoir les écoles et les villes « sanctuaires », comme cela a été fait dans les villes de Chicago et de Los Angeles.
9. Organiser des webinaires au cours de la période 2024-2026 sur les thèmes abordés lors des ateliers de la 16e Conférence : programmes, privatisation, montée de la nouvelle droite, liberté académique, etc.
10. Manifester le 1er mai 2025 dans les trois pays pour défendre notre programme commun de lutte.

---

<sup>2</sup> Déclaration d'Olympia, 31 janvier 1993, Conférence fondatrice de la Coalition Trinationale

<sup>3</sup> [Combien d'immigrants y a-t-il dans la main-d'œuvre américaine ? | USAFacts](#)

<sup>4</sup> [jec-report-on-immigrants-and-unions.pdf](#)



11. Préparer une grande mobilisation trinationale — une grève générale — pour 2028, en initiant dès maintenant des actions permettant d'y parvenir, en impliquant les organisations et en encourageant la participation des communautés académiques, étudiantes et communautaires.
12. Dans le cadre de ces engagements, la 17e Conférence trinationale aura lieu à Toronto, en Ontario, en 2026, organisée par la Fédération des enseignantes-enseignants des écoles secondaires de l'Ontario (FEESO).

### **Résolutions spéciales**

1. Les déléguées et délégués à la 16e Conférence trinationale en défense de l'éducation publique condamnent la guerre et le génocide perpétré par l'Israël contre Gaza et exigent le retrait immédiat des troupes israéliennes.
2. Les déléguées et délégués à la 16e Conférence trinationale en défense de l'éducation publique expriment leur solidarité avec les enseignantes, les enseignants et la population étudiante en Argentine face aux politiques de destruction des droits sociaux mises en place par le président d'extrême droite Javier Milei.
3. Les déléguées et délégués à la 16e Conférence trinationale en défense de l'éducation publique soutiennent la Coalition des enseignants et des promoteurs autochtones d'Oaxaca (CMPIO) dans sa demande de respect de son organisation et l'attribution immédiate de postes supplémentaires pour le comité central du 21e plan pilote du siège d'Oaxaca du CMPIO.
4. Organiser une réunion des enseignantes et enseignants en Basse-Californie, au Mexique, afin de discuter et explorer des solutions aux besoins éducatifs des enfants immigrants dans les trois pays.
5. Soutenir les enseignantes et les enseignants de Los Angeles qui ont été victimes de "doxing"<sup>5</sup>. La Coalition trinationale enverra une lettre au surintendant du district

---

<sup>5</sup> Doxing est l'acte de révéler des informations personnelles sur quelqu'un en ligne sans son consentement. Il peut inclure des informations telles que le vrai nom de la victime, son adresse personnelle, son lieu de travail, son numéro de téléphone, des informations financières et d'autres informations personnelles ... Doxing est généralement un acte malveillant utilisé contre les personnes avec lesquelles le pirate n'est pas d'accord ou n'aime pas. Les motivations derrière le doxing peuvent varier de la



scolaire de Los Angeles, Alberto Carvalho, demandant la fin du harcèlement des enseignantes et des enseignants ciblés publiquement sur les médias sociaux et par des appels téléphoniques de leurs supérieurs en raison de leur soutien aux études ethniques palestiniennes et de leur participation à des actions appelant à un cessez-le-feu à Gaza et à la fin du génocide des Palestiniens.

*San Antonio, Texas, 10 novembre 2024*

---

vengeance personnelle à des fins politiques. [Université d'État de Floride].